



## Assemblée générale

Distr. générale  
30 mars 1999

Original: français

---

### Cinquante-troisième session

Point 23 de l'ordre du jour

**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies  
et la Communauté des Caraïbes**

#### **Lettre datée du 26 mars 1999, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Haïti auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, en ma qualité de coordonnateur du Groupe CARICOM, le communiqué de la dixième séance intersessions de la Conférence des chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes, qui s'est tenue à Paramaribo les 4 et 5 mars 1999 (voir annexe).

Je vous saurais gré de bien vouloir en faire distribuer le texte comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 23 de l'ordre du jour.

(Signé) Pierre **Lelong**

## Annexe

[Original: anglais]

### **Communiqué de la dixième Réunion intersessions de la Conférence des chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes tenue à Paramaribo les 4 et 5 mars 1999**

La dixième Réunion intersessions de la Conférence des chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes s'est tenue à Paramaribo (Suriname) les 4 et 5 mars 1999.

Ont participé à la Réunion les chefs de gouvernement dont les noms suivent : M. Owen Arthur, Premier Ministre et Ministre des finances et du développement économique de la Barbade; M. Edison James, Premier Ministre et Ministre des affaires juridiques et du travail de la Dominique; M. Keith Mitchell, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'industrie, de l'information, de la sécurité nationale et de la mobilisation nationale de la Grenade; Mme Janet Jagan, O. E., Présidente de la République du Guyana; M. David Brandt, Ministre principal de Montserrat; M. Denzil Douglas, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, des finances, de la planification et de la sécurité nationale de Saint-Kitts-et-Nevis; M. James E. Mitchell, Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines; M. Jules A. Wijdenbosch, Président de la République du Suriname; et M. Basdeo Panday, Premier Ministre de Trinité-et-Tobago.

Antigua-et-Barbuda était représentée par M. Colin Murdoch, Secrétaire permanent, Ministre des affaires étrangères et ambassadeur à Cuba; les Bahamas par Mme Janet Bostwick, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères; le Belize par M. Florencio Marin, Ministre des affaires latino-américaines; la Jamaïque par M. Seymour Mullings, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur; et Sainte-Lucie par M. Mario Michel, Vice-Premier Ministre et Ministre de l'éducation, de la mise en valeur des ressources humaines, de la jeunesse et des sports. Était aussi présent M. Emmanuel Fritz Longchamp, Ministre des affaires étrangères, qui représentait le Président de la République d'Haïti.

Les chefs de gouvernement ont également eu le plaisir d'accueillir le Vice-Président de la République dominicaine, M. Jaime David Fernandez Mirabel.

### **Cérémonie d'ouverture**

La cérémonie d'ouverture de la dixième Réunion intersessions de la Conférence des chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes a eu lieu le jeudi 4 mars 1999 au Palais des congrès de Paramaribo (Suriname) sous la présidence de M. Edwin Carrington, Secrétaire général de la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire général a déclaré «que la Réunion constituait véritablement un moment privilégié de l'histoire du Gouvernement et du peuple surinamais». Il a ajouté que la participation active de représentants des jeunes aux nombreuses activités marquant le vingt-cinquième anniversaire de la Communauté des Caraïbes et à la Retraite des chefs de gouvernement, confirmait que la Communauté avait de bonnes raisons de mettre tous ses espoirs dans les jeunes de la région.

M. Jules Wijdenbosch, Président du Suriname et Président en exercice de la Conférence des chefs de gouvernement, et M. Basdeo Panday, Premier Ministre de Trinité-et-Tobago, ont également fait des déclarations.

Dans sa déclaration, M. Jules Wijdenbosch a indiqué «qu'au moment même où se mettaient en place le processus global d'harmonisation économique et la création d'une économie et d'un marché uniques, la CARICOM devrait continuer à forger de solides partenariats afin de resserrer ou de créer des liens de coopération officiels, structurels et riches de perspectives». Il a ajouté que «la Communauté des Caraïbes se devait d'aborder le nouveau millénaire renforcée, dotée d'un programme politique propre qui s'intègre dans le programme d'action de la communauté internationale. La CARICOM, une fois recentrée et dotée d'une approche moderne, concrète et rationnelle du développement, pouvait être un instrument utile et efficace dans cette optique.»

M. Jules Wijdenbosch a tenu à souligner que «le processus actuel de mondialisation ne devait à aucun prix se traduire par la marginalisation politique et économique des pays en développement et la fragilisation de leurs populations. Tous les acteurs de la communauté internationale devaient s'engager à faire de la mondialisation un instrument permettant d'éliminer le sous-développement, de mettre définitivement fin aux avantages excessifs dont jouissaient les économies fortes par rapport aux économies faibles et d'instaurer entre elles des relations plus harmonieuses et équilibrées, et de remplacer les relations de dépendance par des relations de solidarité avec les pays en plein essor économique qui s'efforçaient de réaliser un développement économique durable.»

Le Président a ajouté que les objectifs arrêtés initialement par la CARICOM à la Conférence devaient être réaffirmés lors des débats. Ces objectifs reposaient sur les principes mêmes de l'intégration économique, définie comme le processus par lequel les économies d'un groupe de pays renforcent les liens qui les unissent dans le cadre d'une politique de substitution de productions locales aux importations afin de renforcer progressivement le groupe dans son ensemble et chacune de ses composantes. Cela supposait donc l'optimisation du développement économique des pays de la région.

Dans sa déclaration, le Premier Ministre de Trinité-et-Tobago, M. Panday, a appelé l'attention sur le fait que le Suriname, le plus jeune membre de la CARICOM, non seulement faisait partie intégrante de la Communauté, mais en avait la responsabilité. Il a souligné que la région, confrontée aux défis du nouveau millénaire, devait associer sa diversité culturelle et ethnique à la souplesse technologique qu'exigeaient la solidarité avec les pays voisins et l'évolution du monde moderne car c'était le seul moyen pour elle de maintenir son rang dans l'hémisphère.

Les chefs de gouvernement ont également saisi l'occasion de la cérémonie d'ouverture pour présenter des trophées aux vainqueurs du tournoi de débats contradictoires des écoles régionales tenu en l'honneur du vingt-cinquième anniversaire de la Communauté, à savoir l'équipe de Trinité-et-Tobago, qui avait obtenu la première place, et celle de Saint-Kitts-et-Nevis, qui s'était classée deuxième.

Ils ont également remis à M. Anthony Nesty (Suriname), médaille d'or de natation aux Jeux olympiques, une récompense spéciale qui le met au rang des 25 plus grandes personnalités sportives de la Communauté.

## Bananes

Les chefs de gouvernement se sont déclarés gravement préoccupés par le fait que les États-Unis et d'autres pays, dans le cadre de l'OMC, poursuivaient leurs agissements contre le régime d'importation de bananes de l'Union européenne, et par les conséquences désastreuses que cela risquait d'entraîner pour les économies et les sociétés des Caraïbes.

Ils ont déploré la décision prise par le Gouvernement des États-Unis d'imposer des sanctions unilatérales sur une vaste gamme de produits de l'Union européenne exportés aux États-Unis pour riposter contre le régime d'importation de bananes de l'Union européenne et ont décidé de revoir leurs relations de coopération avec les États Unis dans le cadre du Partenariat pour la prospérité et la sécurité dans les Caraïbes.

À ce sujet, les chefs de gouvernement ont décidé de publier la déclaration ci-après :

### **Déclaration concernant les sanctions unilatérales imposées par les États-Unis contre le régime d'importation de bananes de l'Union européenne**

Les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des Caraïbes, réunis à Paramaribo (Suriname), déplorent les mesures unilatérales hâtives prises par les États-Unis afin d'imposer des sanctions contre l'Union européenne au titre de son régime d'importation de bananes. Ces mesures irrégulières et illicites affaiblissent le rôle de l'Organisation mondiale du commerce et menacent la survie économique et la stabilité sociale et politique de plusieurs pays des Caraïbes.

L'Union européenne a radicalement modifié son régime d'importation de bananes, dont les nouvelles dispositions sont entrées en vigueur le 1er janvier 1999, dans le respect intégral de l'arrêté de l'OMC. L'action unilatérale des États-Unis n'est pas fondée dans le cadre de l'OMC. Premièrement, cette organisation a lancé une procédure d'arbitrage ayant force obligatoire pour établir si le recours formé par les États-Unis était justifié. Elle a demandé un complément d'informations que les États-Unis n'ont pas encore fourni. Deuxièmement, l'OMC, au titre des procédures d'urgence de son mécanisme de règlement des différends, a actuellement deux groupes d'experts chargés d'établir si le nouveau régime de l'Union européenne est conforme à son arrêté initial. C'est la seule instance à même d'établir si les arrêtés ont été respectés et elle devrait publier ses conclusions avant le 6 avril 1999. Les États-Unis ont donc agi en violation flagrante du Règlement intérieur de l'OMC.

L'industrie bananière est d'un intérêt économique vital pour les Caraïbes et les mesures prises par les États-Unis ne peuvent que détruire ce secteur. L'Europe est le seul marché d'exportation de la région, et la part du marché européen qui revient aux Caraïbes ne représente que 2 % du commerce mondial des bananes. Bien qu'il ne représente qu'une très petite part des échanges, le secteur bananier constitue une importante source de devises étrangères et d'emplois pour plusieurs pays des Caraïbes.

Cela fait plusieurs fois, au cours des cinq dernières années, que les chefs de gouvernement essaient d'expliquer au Président Clinton les conséquences désastreuses qu'a pour les Caraïbes toute déstabilisation brutale de leur marché bananier en Europe. Reconnaisant qu'ils avaient des intérêts communs dans ce domaine, les chefs de gouvernement des pays des Caraïbes et le Président Clinton ont conclu un Partenariat pour la prospérité et la sécurité à Bridgetown (Barbade) en mai 1997. Dans le cadre de l'accord de Bridgetown, la Communauté des Caraïbes et les États-Unis ont expressément convenu «d'œuvrer avec toutes les parties concernées afin de conclure des accords de commerce mutuellement satisfaisants concernant les bananes des Caraïbes, étant donné qu'il est indispensable pour les pays des Caraïbes de pouvoir continuer à écouler leurs bananes sur les marchés traditionnels de l'Union

européenne». Ils ont également reconnu «que le commerce, le développement économique, la sécurité et la prospérité étaient étroitement imbriqués» dans leurs sociétés. Les mesures récentes prises par les États-Unis portent donc atteinte aux fondements mêmes du partenariat avec les Caraïbes – la sécurité et la prospérité – et remettent en question l'accord de partenariat dans son ensemble.

Les pays de la Communauté des Caraïbes ont décidé de réexaminer immédiatement l'accord de Bridgetown afin de redéfinir les modalités de la coopération future.

**5 mars 1999**

## **Vision 21 – La Communauté à l'aube d'une décennie nouvelle**

Les chefs de gouvernement ont eu un échange de vues initial sur le devenir de la Communauté dans les 10 ans à venir. L'un des aspects les plus remarquables de cet échange a été la participation de représentants des jeunes de la région à la Retraite des chefs de gouvernement à Saramacca.

Lors des débats, les participants se sont accordés à reconnaître que le problème central de l'intégration des Caraïbes tenait au fait que les méthodes et les structures de gestion de la Communauté n'étaient pas adaptées pour bien diriger et guider un mouvement d'intégration régionale.

Les chefs de gouvernement ont reconnu que la principale difficulté venait de l'absence de toute autorité exécutive centrale ou organe directeur capable d'agir au nom des États Membres dans les limites du Traité.

Les chefs de gouvernement ont décidé que l'on ne pouvait plus maintenir le statu quo et que des mesures d'ordre tactique et stratégique devaient être prises sans plus tarder pour remédier à la situation actuelle.

Les chefs de gouvernement ont décidé de poursuivre leurs débats sur le renforcement du système de gouvernance à mettre en place en vue de l'intégration des Caraïbes à la vingtième Réunion de la Conférence

Ils ont vivement remercié les représentants des jeunes qui ont pris part au dialogue. Les chefs de gouvernement ont aussi manifesté l'espoir que forts de leur participation à la Réunion, les représentants des jeunes encourageraient leurs pairs à prendre une part active au développement politique, économique et social de leurs pays et de la Communauté.

## **Candidatures**

Les chefs de gouvernement ont procédé à un échange préliminaire de vues sur la question du choix des candidats pour pourvoir le siège de Secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA). Dans ce contexte, ils ont reçu une délégation du Costa Rica dirigée par M. Miguel Angel Rodriguez Echeverria, Président du Costa Rica, et qui comprenait le candidat de l'Amérique centrale, l'ex-Président du Costa Rica, M. Rafael Angel Calderon. Ils ont également reçu une délégation du Gouvernement colombien dirigée par le Vice-Président Gustavo Bell, qui a pris la parole au nom du Secrétaire général en poste, M. Cesar Gaviria, de la Colombie.

## **Progrès réalisés en vue de la création d'une économie et d'un marché uniques dans la CARICOM**

Les chefs de gouvernement ont examiné le stade atteint dans l'application de la décision qu'ils avaient prise de mettre en vigueur les principaux éléments de l'économie et du marché uniques d'ici à 1999. Ils ont noté qu'à ce jour, deux des neuf protocoles obligatoires pour réviser le Traité de Chaguaramas, le Protocole I sur les organes et les mécanismes institutionnels et le Protocole II sur les établissements, les services et le capital avaient été signés par tous les États membres et étaient provisoirement appliqués, en attendant leur promulgation définitive. Ils se sont félicités de ce que Montserrat ait signé les Protocoles III et V à la présente Réunion. Treize États membres ont à présent signé le Protocole III – Politique industrielle – et 11 le Protocole V – Politique agricole. Ils ont convenu que les protocoles restants devaient être prêts à la signature à la vingtième Réunion de la Conférence.

Les chefs de gouvernement ont reconnu que l'efficacité de la révision du Traité se mesurerait à l'application de la législation nationale nécessaire et à la mise en place des accords voulus aux niveaux national et communautaire. Les chefs de gouvernement sont donc convenus de faire tout leur possible pour veiller à ce que les principaux instruments relatifs à la libre circulation des nationaux qualifiés de la CARICOM, l'Accord relatif à la sécurité sociale et l'Accord intrarégional sur la double imposition ainsi que les dispositions régissant la libre circulation des marchandises, des services et du capital soient opérationnels et effectifs parmi tous les États membres d'ici à la fin de 1999.

## **Sommets de l'Association des États de la Caraïbe (AEC) et de l'Union européenne (UE), de l'Amérique latine et des Caraïbes**

Les chefs de gouvernement ont débattu des préparatifs du deuxième Sommet de l'AEC, qui se tiendra les 16 et 17 avril 1999 en République dominicaine et du Sommet UE/Amérique latine-Caraïbes, qui aura lieu les 28 et 29 juin 1999 à Rio de Janeiro (Brésil).

Ils se sont réjouis d'avoir l'occasion d'entamer un franc débat, au deuxième Sommet de l'AEC, sur la poursuite des activités prescrites en 1995 dans les domaines du tourisme, du commerce et des transports, ainsi que sur l'avenir de l'AEC.

## **Session extraordinaire de l'Assemblée générale chargée de procéder à un examen et à une évaluation en profondeur de l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement**

Les chefs de gouvernement ont réitéré leur appui au Programme d'action, dont ils ont reconnu l'importance pour le développement durable de leur État et, d'une façon générale, pour celui des petits États insulaires en développement.

Les chefs de gouvernement ont néanmoins noté avec inquiétude que la communauté internationale consacrait peu de ressources à l'exécution du Programme et ont insisté pour que les engagements pris à Rio de Janeiro et à Bridgetown soient honorés. Ils se sont engagés pour leur part à dégager des ressources, dans la mesure où les capacités de la région le permettraient, afin d'élaborer les programmes nationaux arrêtés dans le cadre du Programme d'action.

## **Proposition visant à ce que la mer des Caraïbes soit reconnue sur le plan interantional comme zone spéciale pour le développement durable**

Les chefs de gouvernement ont réaffirmé qu'ils étaient favorables à ce que la région s'efforce de faire reconnaître la mer des Caraïbes sur le plan international en tant que zone spéciale pour le développement durable.

Ils ont convenu que, compte tenu des nombreuses questions que la communauté internationale devrait examiner, il faudrait du temps pour que cet objectif puisse être atteint. Ils ont souligné qu'il importerait à cet effet de coopérer avec les pays de l'AEC et ont constaté avec satisfaction que ces derniers avaient fait de cette question un élément central de la Stratégie environnementale de la région.

Ils ont vivement souhaité que la région continue de sensibiliser la communauté internationale, les médias, les organisations non gouvernementales et le grand public à ce problème.

## **Transit de matières dangereuses par la mer des Caraïbes**

Les chefs de gouvernement notent qu'ils ont été informés, par les émissaires de la France, du Japon, du Royaume-Uni et par d'autres sources, qu'une cargaison de matières nucléaires transiterait incessamment par la mer des Caraïbes. Ils sont convenus de diffuser la déclaration suivante :

### **Déclaration relative au transit de matières nucléaires par la mer des Caraïbes**

Les chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes réaffirment qu'ils sont, ainsi que les populations de la région, fermement opposés à ce que des matières nucléaires hautement toxiques continuent, malgré leurs protestations, de transiter par la mer des Caraïbes. Ils ont à nouveau engagé les gouvernements français, japonais et britannique à préserver le fragile équilibre écologique de la mer des Caraïbes, en reconnaissant que celle-ci joue un rôle capital dans l'économie de la région et qu'elle recèle des ressources indispensables pour le bien-être et la survie de millions d'individus. Pleinement conscients des conséquences catastrophiques que pourrait avoir un accident pour les populations de la région et sur les écosystèmes de la mer des Caraïbes, ils se déclarent, comme ils l'ont déjà fait à maintes reprises, catégoriquement opposés à ce que des matières nucléaires transitent par la mer des Caraïbes.

C'est donc avec une profonde inquiétude que les chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes ont appris que deux cargaisons de matières nucléaires fortement radioactives partiraient simultanément de France et du Royaume-Uni pour transiter par la mer des Caraïbes et le canal de Panama à destination du Japon. Ils ont également appris que la cargaison de combustible à l'oxyde d'uranium qui vient de partir du Royaume-Uni sera suivie d'autres envois. Ils savent, de sources autorisées, qu'en plus des problèmes habituels de sûreté, la sécurité physique de ces cargaisons est tout à fait insuffisante. Ils s'élèvent contre l'augmentation de la fréquence des expéditions et du volume des cargaisons de matières dangereuses et s'indignent que ces cargaisons transitent de plus en plus souvent par la mer des Caraïbes en dépit des multiples protestations des États limitrophes.

Les chefs de gouvernement demandent donc instamment aux États-Unis d'user de l'autorité qu'ils exercent encore sur le canal de Panama pour interdire que des matières

nucléaires dangereuses continuent d'emprunter ce dernier avant de transiter par la mer des Caraïbes. Ils engagent également à nouveau les gouvernements français, japonais et britannique à cesser de mettre en péril la mer des Caraïbes.

**Paramaribo, 5 mars 1999**

### **Financement de l'initiative régionale Compatibilité 2000**

Les chefs de gouvernement se sont félicités que le Secrétariat du Commonwealth ait proposé de financer une initiative régionale en vue de résoudre les problèmes informatiques posés par le passage à l'an 2000. Les coordonnateurs nationaux de 19 pays et territoires de la région devraient se rendre à Trinité-et-Tobago le 15 mars pour y suivre une formation dans le cadre de l'initiative Compatibilité 2000. Les chefs de gouvernement expriment toute leur gratitude au Secrétariat du Commonwealth et à la Banque de développement des Caraïbes pour l'appui concret et rapide qu'ils ont apporté à cette initiative.

### **Guyana**

Les chefs de gouvernement ont examiné la situation politique du Guyana et ont fait la déclaration suivante :

#### **Déclaration de la Conférence sur la situation au Guyana**

Les chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes, réunis à Paramaribo le 5 mars 1999, déplorent que la discorde politique règne à nouveau au Guyana, appellent à une cessation immédiate des troubles et souhaitent que prévale à nouveau l'esprit de l'Accord d'Herdmanston et de la Déclaration de Sainte-Lucie et que soient respectés les engagements consacrés par ces documents.

Les chefs de gouvernement engagent vivement le médiateur de la CARICOM à poursuivre ses efforts dans le cadre du dialogue entre les parties.

### **Montserrat**

Les chefs de gouvernement ont pris note du rapport du Premier Ministre de Montserrat concernant la situation de ce pays. Ils ont réaffirmé leur soutien au Gouvernement et à la population de cet État membre de la CARICOM et la détermination de leurs pays respectifs à honorer les engagements qu'ils avaient pris en vue de construire le Village de la CARICOM dans les meilleurs délais. Ils sont convenus d'accorder la priorité à la construction des 15 bâtiments d'habitation prévus pour la phase I et se sont félicités que des États membres aient accepté de verser des contributions supplémentaires pour mener à bien les travaux de cette première phase.

Une stratégie d'exécution de la phase II du Village sera présentée ultérieurement.

### **Saint-Kitts-et-Nevis**

Les chefs de gouvernement ont reçu un rapport du Premier Ministre de Saint-Kitts-et-Nevis sur les mesures prises en vue de résoudre les problèmes d'ordre constitutionnel qui



se posent entre le Gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis et l'administration de Nevis. Ils se sont félicités qu'un groupe de travail constitutionnel ait été chargé d'élaborer un projet de constitution qui permettrait à chaque entité de la structure fédérale d'exercer sa souveraineté sur les affaires intérieures, tandis que la défense, les affaires étrangères et le secteur judiciaire continueraient de relever du Gouvernement fédéral.

Ils ont espéré que tous les partis politiques de la Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis appuieraient les initiatives en cours dans ce domaine.

## **Situation politique en Haïti**

Les chefs de gouvernement ont remercié le Ministre des affaires étrangères d'Haïti de son rapport sur la situation politique de ce pays.

Ils sont convenus de continuer à prêter leur appui et leur aide à Haïti et se sont réjouis que ce pays devienne bientôt membre à part entière de la Communauté des Caraïbes.

## **Guyana/Venezuela**

Les chefs de gouvernement ont pris note de la cordialité des relations entre le Guyana et le Venezuela, du respect dont faisaient preuve les deux pays l'un envers l'autre et de leur entente mutuelle.

Ils se sont réjouis que le nouveau Président du Venezuela, M. Hugo Chavez Frias, se soit engagé à créer une commission bilatérale de haut niveau pour promouvoir la consultation et la coopération entre les deux pays.

Ils ont salué les bons offices exercés par Sir Alister McIntyre et ont pris note avec satisfaction des progrès accomplis sous l'égide du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. À cet égard, ils ont accueilli avec satisfaction le communiqué conjoint de Caracas, publié à l'occasion de la visite du Président Jagan au Venezuela et se sont félicités de l'esprit constructif qui a marqué l'entretien qu'ont eu les présidents des deux pays le 2 février 1999 lors de la cérémonie de prestation de serment du Président du Venezuela.

Les chefs de gouvernement ont réaffirmé qu'ils soutenaient les mesures prises par les deux pays pour résoudre les problèmes en suspens et qu'ils appuyaient sans réserve la souveraineté et l'intégrité territoriale du Guyana. Ils ont réitéré leur désir que le différend entre les deux pays soit réglé par des moyens pacifiques.

## **Accord concernant le Fonds d'investissement des Caraïbes**

Les chefs de gouvernement se sont félicités que la Dominique et Saint-Vincent-et-les Grenadines aient signé l'Accord concernant le Fond d'investissement des Caraïbes.

## **Remerciements**

Les chefs de gouvernement ont vivement remercié le Gouvernement et la population du Suriname d'avoir généreusement accueilli leur délégation.

**Date et lieu de la vingtième réunion de la Conférence des chefs de gouvernement**

Les chefs de gouvernement ont accepté l'offre du Gouvernement de Trinité-et-Tobago qui a proposé d'accueillir la vingtième réunion de la Conférence du 4 au 7 juillet 1999.

---